

Éric Vial – *L'Union populaire italienne, 1937-1940. Une organisation de masse du parti communiste en exil*

Jérémy Guedj

Ecole Française de Rome (éd.)



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5344>

DOI : 10.4000/cdlm.5344

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2010

Pagination : 279-284

ISBN : 2914561518

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Jérémy Guedj, « Éric Vial – *L'Union populaire italienne, 1937-1940. Une organisation de masse du parti communiste en exil* », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 80 | 2010, mis en ligne le 15 décembre 2010, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5344> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.5344>

Éric Vial, *L'Union populaire italienne, 1937-1940. Une organisation de masse du parti communiste italien en exil*, Rome, École française de Rome, 2007, 461 p.

Éric Vial, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Cergy-Pontoise et spécialiste de l'immigration italienne en France, plus particulièrement de la tendance antifasciste de celle-ci, a soutenu en 1996 à l'Institut d'études politiques de Paris son habilitation à diriger des recherches dont une version abrégée vient récemment de paraître dans une très belle édition. Il y est question d'un organe antifasciste italien dont le nom est connu mais sur lequel manquait une étude fournie : l'Union populaire italienne (UPI), liée au Parti communiste italien (PCI) et intégrée au mouvement « Amsterdam-Pleyel ». L'UPI se fixait le but ambitieux de rassembler les immigrés italiens de tous bords sous la bannière de l'antifascisme, tâche difficile tant les frontières entre émigration politique et émigration économique se révèlent ténues et malaisées à distinguer, problème d'ailleurs au cœur de toute étude sur les migrations. Reprenant le slogan du Front populaire « pain, paix, liberté » et appelant au retour de la démocratie en Italie, thèmes fédérateurs, cette organisation, qui s'inscrivait dans le sillage de la politique communiste de la « main tendue », chercha à dépasser la posture du Front unique et à se présenter, en théorie du moins, sous un visage non partisan. L'un des guides de lecture adopté par l'auteur consiste donc à confronter les discours et les actes, en décelant si l'évolution idéologique clamée par l'UPI ne se réduisait pas en réalité à un artifice de façade, ce qui rejoint les interrogations s'appliquant d'ailleurs de manière générale au Parti communiste français. Malgré un mot d'ordre très général visant à « rassembler toutes les couches sociales, toutes les tendances, et à satisfaire les aspirations les plus immédiates de la masse des immigrés et du peuple italien », selon les termes de son secrétaire Romano Cocchi, l'UPI ne parvint d'abord à rassembler que 17 000 adhérents, d'après certaines sources ; l'on parla cependant de 40 000 adhérents à la veille de la guerre, soit une moyenne de 5 % de l'immigration italienne pendant les deux ans et demi que dura l'organisation, sans que cela soit vérifiable. C'était toutefois peu au regard du nombre d'Italiens présents en France dans les années 1930, presque un million, et en comparaison de la part

1. Éric Vial a consacré sa thèse à la Ligue italienne des droits de l'homme : *LIDU, 1923-1934. Une organisation antifasciste en exil : la Ligue italienne des Droits de l'homme de sa fondation à la veille des Fronts populaires*, sous la direction de Madeleine Rebérioux, EHESS, 1986.

des immigrés transalpins politisés, estimée à 10 %. Il n'en demeure pas moins que le poids de l'UPI dépassait de loin celui de tous les autres mouvements du même type. Outre le remarquable apport documentaire qu'elle offre, cette étude pose ainsi plusieurs enjeux historiographiques stimulants qui débordent de loin le seul cadre de son objet. Une première problématique a trait à l'histoire du communisme en France comme en Italie et s'intéresse aux modalités des relations entre le parti et ses satellites, tout autant, à l'intérieur de l'UPI, qu'entre la direction et la base des militants. La seconde problématique se rattache plus particulièrement à l'histoire de l'immigration et vise à comprendre comment une organisation politique peut fonctionner hors de ses frontières et quels rapports celle-ci entretient avec son pays d'origine comme avec son pays d'accueil. Ici apparaît clairement en effet la tension entre intégration politique et identité, entre volonté d'assimilation et attachement à une « italianité » qui cimente les membres de l'UPI. Éric Vial démêle les fils complexes de ces interrogations, au long de neuf chapitres chrono-thématiques, soutenus par une recherche bibliographique et archivistique considérable dans une démonstration toujours convaincante.

Comment concilier appartenance communiste et appel à l'union ? Telle est la difficulté se posant à l'UPI qui apparaît bien comme « une organisation communiste à vocation unitaire » (chap. 1). Éric Vial traque tous les indices lui permettant de caractériser la nature véritable de l'UPI. De fait, l'ambiguïté et la contradiction frappent la stratégie de cette dernière. Tout en appelant de ses vœux la plus large union, Cocchi, secrétaire de l'organisation, n'en précise en effet pas moins que celle-ci est fermée aux « ennemis du peuple » ; il emprunte ainsi à la rhétorique stalinienne la plus traditionnelle, ce qui invalide le message général qu'il entend porter. Selon l'auteur, cette incohérence provient à la fois de la nature de l'UPI, structure fille du PCI qui la place sous sa dépendance, et de l'incapacité des dirigeants de l'organisation à élaborer une tactique visant à un accord entre appareils plutôt qu'à une absorption de ceux-ci. Pour autant, l'UPI s'efforce d'adoucir son discours en prônant la réconciliation de tous les Italiens de France. Tous sont à ses yeux les ennemis ou, qu'ils en aient conscience ou non, les victimes du fascisme : en rupture avec les motifs antifascistes en vigueur depuis 1922, l'UPI va même jusqu'à présenter les soldats italiens en Éthiopie et en Espagne, non comme les fiers bras de Mussolini, mais comme les impuissantes victimes du bellicisme de celui-ci. L'UPI n'entend toutefois pas se cantonner à de grands discours, éloignés des préoccupations quotidiennes de sa base, et aborde toutes les questions qui se posent aux immigrés, quitte à adopter parfois une attitude aux accents populistes. Dépendant du soutien matériel et financier accordé par le PCI et le Komintern qui voient dans le nouveau rassemblement un réservoir d'adhérents potentiels, l'UPI est en réalité soumise à un solide contrôle. Elle parvient pendant un temps à se présenter comme un soutien non pas du communisme mais du Front populaire et s'adresse à tous les immigrés italiens, en allant des catholiques, devant lesquels elle tait son anticléricalisme, aux libéraux en passant par les militants de gauche, les apolitiques ou encore ceux qui, sans être de véritables fascistes, sont attirés par les idées du Duce. L'auteur démontre en réalité que les choix politiques des immigrés italiens répondent parfois autant à l'application de principes idéo-

logiques qu'à la préservation d'intérêts. À l'heure de la crise, nombre d'Italiens voient dans les consulats et dans les *fasci* locaux une source précieuse d'assistance. Au sein de l'UPI, tous n'apprécient cependant pas cette politique d'ouverture qui empêche de distinguer les véritables militants des individus intéressés. Les dirigeants apparaissent eux-mêmes conscients de telles limites et n'adhèrent que partiellement à leurs propres discours. Éric Vial donne au lecteur la clé de ce qu'il appelle une « ambivalence originelle » : tout est œuvre de propagande ; « l'image donnée compte davantage que la réalité » (p. 51).

Pour s'attirer adhérents et sympathisants, l'UPI déploie une vaste batterie de moyens (chap. 2). Dans le but de concurrencer les consulats, elle veut assurer assistance et secours aux immigrés en tendant l'oreille à leurs revendications et inquiétudes : elle fait du statut des étrangers son cheval de bataille, alors que beaucoup d'Italiens n'espèrent plus un retour rapide dans leur pays, et intervient à plusieurs reprises auprès d'Édouard Herriot, proche de l'UPI, pour obtenir l'annulation de procédures d'expulsion. Des structures de sociabilité, à mi-chemin entre les patronages du XIX^e siècle et les cellules d'encadrement fasciste comme le *dopolavoro*, sont mises en place en marge des sections locales : des cercles et lieux de rencontres telles que les *Case degli Italiani* (Maisons des Italiens) ou les *fratellanze*, s'adressant aux travailleurs, aux personnes âgées, aux femmes et aux jeunes, organisent régulièrement des manifestations culturelles et sportives. Elles permettent de souder l'identité et la solidarité italiennes. Ces tentatives se révèlent plus ou moins heureuses selon les lieux ou les moments ; elles revêtent cependant, précise l'auteur, l'avantage d'encadrer les immigrés dans un esprit, sinon antifasciste, du moins a-fasciste.

Fort de cet important réseau et d'un journal quotidien, *La Voce degli Italiani*, l'UPI dispose de nombreux relais pour diffuser son discours. Éric Vial en décrypte avec finesse les grands traits, en deux chapitres qui apportent une contribution de choix à l'histoire des idées politiques. On retrouve d'abord le « discours unitaire et national » (chap. 3), duquel se dégage la volonté de gommer tout motif spécifiquement communiste au profit d'une rhétorique interclassiste allant jusqu'aux petits bourgeois. Les références prolétariennes sont donc tues, même si l'on dresse une analogie entre fascisme et capitalisme. Autre thème fécond, prolongeant le précédent : la réconciliation nationale. Celle-ci est rendue possible par le combat contre l'ennemi commun ; même les fascistes convaincus finiront, clame-t-on, par rejoindre les rangs des ennemis de Mussolini. La communauté de statut, la fraternité des immigrés peuvent constituer un ferment supplémentaire de rassemblement. Ceux qui partagent les mêmes opinions politiques sont naturellement les plus unis, les grèves de juin 1936 l'ont prouvé. Particulièrement intéressante se révèle l'analyse des références culturelles qui émaillent le discours de l'UPI : l'attachement à la langue, à l'histoire et à la culture transalpines, que l'on peut rassembler sous le terme plus général d'« italianité », est clair. Bien plus, la nation est exaltée, ce qui peut étonner de la part d'un mouvement tout de même proche du PCI. Plusieurs facteurs, relatifs à l'identité étrangère et communiste des intéressés, expliquent ce phénomène : un certain refus de l'assimilation totale point chez certains, renforcé par la vague de xénophobie des années 1930, à quoi s'ajoute

le retour du thème de la nation parmi les communistes à cette époque. Il s'ensuit, note l'auteur, une relative dérive nationaliste du discours de l'UPI. Or, celle-ci ne s'intéresse cependant pas seulement à son pays d'origine et accorde une place de taille à son pays d'accueil au sein d'un « discours francophile et démocrate » (chap. 4). Il ne s'agit toutefois pas de n'importe quelle France, mais bien de celle du Front populaire. Est ainsi développé un véritable culte pour la France, terre de culture, de liberté, de démocratie et surtout de progrès. Beaucoup y voient un modèle. Cela prouve que l'attachement à son identité n'est en rien incompatible avec un profond désir d'intégration.

L'auteur en vient dès lors à déterminer les effets réels de ces discours en matière de recrutement (chap. 5). En tant qu'organisation de masse, l'UPI tente de s'attacher le plus vaste public possible. Pour ce faire, elle diffuse des tracts à grande échelle, organise tournées et conférences. Elle cherche clairement à se différencier des autres mouvements antifascistes en recrutant, conformément à son discours, des membres de toutes catégories sociales et professionnelles. Son effort pour diversifier l'origine régionale de ses membres, qui donne l'impression d'un mouvement authentiquement populaire, suscite l'enthousiasme. En revanche, l'adhésion d'immigrés récents attire des critiques : l'on reproche aux derniers arrivés de s'être accommodés du fascisme pendant plus de quinze ans et de rejoindre l'UPI uniquement pour faciliter leur installation en France. Les résultats globaux sont positifs : on enregistre près de 30 000 adhérents et plus de 70 000 sympathisants, estimations à manier avec précaution. Cela ne doit pas cacher les limites de ce recrutement : certaines adhésions se révèlent éphémères et l'augmentation des effectifs se produit souvent dans des zones où il n'existe pas de structures antifascistes ; l'UPI ne fait que combler un vide dans lequel s'engouffrent des Italiens déçus par les représentants locaux du gouvernement fasciste. Les abonnés au journal *La Voce degli Italiani* demeurent peu nombreux ; les publics atteints ne semblent pas aussi variés que l'aurait souhaité Cocchi. Plus gravement, le faible niveau de politisation de certains nouveaux venus entraîne une relative chute de l'intensité du combat antifasciste. Enfin, la baisse du soutien financier accordé par le Komintern risque de limiter les capacités d'assistance aux immigrés promises par l'UPI, ce qui pose les jalons d'une désaffection à venir. On relèvera dans ce passage la précision et la nuance qui caractérisent l'analyse ainsi que la fine étude de la répartition régionale de l'UPI, fruit du croisement de sources variées.

S'ouvre alors une période de difficultés multiformes. Face au pays d'accueil et aux militants, les problèmes viennent de ce que l'UPI se trouve immanquablement confrontée à ses propres contradictions (chap. 6). Comment continuer à concilier à tout prix exaltation de l'Italie et désir d'intégration, apolitisme et propagande antifasciste, indépendance de façade et tutelle du PCI ? Tandis que la condition des étrangers se dégrade, à la suite des décrets Daladier de 1938, et qu'une partie croissante de l'opinion publique considère comme bon immigré celui qui, discret, n'a aucune activité politique, les craintes se font plus nettes. Fidèle à son discours francophile, l'UPI nie ou minimise les problèmes liés à l'immigration. Pourtant, l'antifascisme pâtit de manière générale de la discrétion adoptée par nombre de militants qui craignent la répression ou l'expulsion ; l'UPI n'est

pas épargnée. On limite tout de même les manifestations et les activités politiques en insistant, position qui se révélera à long terme intenable, sur l'amitié entre les peuples français et italien. Devant les inquiétudes de sa base, l'organisation cherche à orienter le rejet vers ses ennemis, immigrés fascistes au premier plan : l'on en appelle à distinguer les étrangers « honnêtes » des « indésirables », selon la terminologie classique. Il faut garder confiance en la France, répète-t-on. Les problèmes sont cependant plus profonds que ne veulent le reconnaître Cocchi et ses collaborateurs. À pas feutrés, l'on revient aux fondamentaux du discours communiste et on repolitise les structures de l'organisation. De là à abandonner la politique de la « main tendue », il y n'a qu'un pas, que l'on se garde toutefois de franchir. Les heurts avec les autres forces antifascistes apparaissent au grand jour (chap. 7). La vigilance contre les trotskystes, considérés comme des ennemis aussi redoutables que les fascistes, s'accroît, au moment où se prolongent les grands procès staliniens et où, en Espagne, le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) s'attire les foudres de Moscou. L'UPI s'en prend bientôt aux antifascistes radicaux tandis qu'éclatent des dissensions avec la LIDU et avec le Parti socialiste italien (PSI), pourtant partie prenante dans l'organisation. Ces campagnes ne semblent cependant concerner que les sommets des appareils et ne rencontrent concrètement que peu d'échos dans les sections locales. Les divisions à l'intérieur du déjà très hétérogène camp antifasciste s'accusent. Les heures de gloire du combat contre le fascisme appartiennent désormais au passé. Éric Vial replace toutes ces tensions dans leur contexte historique et idéologique ; outre l'analyse du discours des dirigeants, il dresse une typologie complète des réactions des sections locales et fait saisir au lecteur la complexité du réseau de l'UPI dont chaque maillon obéit à sa logique propre.

Aux premières fissures succède une grave crise qui se soldera, *in fine*, par la disparition de l'organisation. Cette crise puise sa source dans des facteurs internes tout autant que dans la dégradation de la conjoncture internationale (chap. 8). La conscience du danger qui menace ne soude pas l'UPI avec les autres mouvements antifascistes. Au moment de la crise des Sudètes, il se révèle difficile de maintenir un discours pacifiste tant les risques de guerre sont présents ; on opte alors pour l'expression floue de « combat pour la paix ». Cette incohérence se trouve encore ravivée avec les accords de Munich, considérés par l'UPI comme la victoire du fascisme. Alors que beaucoup de Français voient dans un rapprochement avec l'Italie le seul moyen d'éviter la guerre, l'UPI se trouve marginalisée, tendance qui s'inverse lorsque Mussolini réaffirme ses prétentions irrédentistes. Cela ne suffit cependant pas à sauver l'organisation, qui résiste mal aux crises internes et externes qu'elle doit affronter (chap. 9). La pression du PCI se fait de plus en plus forte ; le corollaire en est un durcissement de la ligne adoptée par l'organisation, ce qui confirme l'orientation déjà esquissée auparavant. L'identité de classe est au cœur du nouveau discours. Sentant que la guerre est inévitable, l'UPI abandonne progressivement ses idéaux de réconciliation. Après le pacte germano-soviétique, impossible à justifier, Cocchi entre en conflit ouvert contre le PCI dont il est exclu. L'union antifasciste demeure introuvable. L'UPI est moribonde et cesse presque toute activité. Elle meurt au moment de la débâcle française.

D'une lecture agréable, l'ouvrage d'Éric Vial se révèle d'une grande richesse, tant sur le plan des connaissances que sur celui des problématiques. Solidement charpenté, rédigé dans un style clair, doté d'un appareil critique d'une extrême précision, n'évacuant aucune zone d'observation et aucun facteur explicatif, l'étude de ce «quasi-parti» (p. 401), qui compta dans ses rangs plusieurs acteurs au pouvoir en Italie après 1945, marque un pas décisif dans l'historiographie du communisme et de l'immigration italienne en France.

Jérémy GUEDJ
CMMC